



Conseil du commerce des marchandises

**SYSTÈME DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY POUR
LES DIAMANTS BRUTS – DEMANDE DE PROROGATION
DE LA DÉROGATION DANS LE CADRE DE L'OMC**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'AFRIQUE DU SUD, L'AUSTRALIE, LE CAMBODGE,
LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, LE GUYANA,
LE JAPON, LA MALAISIE, MAURICE, LA NORVÈGE, LA SUISSE,
LA TURQUIE, L'UKRAINE ET L'UNION EUROPÉENNE

Conformément à l'article IX:3 b) de l'Accord sur l'OMC, l'Afrique du Sud, l'Australie, le Cambodge, le Canada, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Guyana, le Japon, la Malaisie, Maurice, la Norvège, la Suisse, la Turquie, l'Ukraine et l'Union européenne, tous Membres de l'OMC ayant exprimé leur intention de continuer à mettre en œuvre le système de certification du processus de Kimberley adopté en vertu de la *Déclaration d'Interlaken du 5 novembre 2002 sur le système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts* (*Déclaration d'Interlaken*), ont l'honneur de présenter au Conseil du commerce des marchandises une demande de prorogation de la dérogation afin de permettre à chacun de ces Membres de prendre ou de continuer à prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux restrictions commerciales liées au commerce international des diamants bruts décrites dans le système de certification du processus de Kimberley. Cette demande vise le commerce des diamants bruts relevant des sous-positions 7102.10, 7102.21 et 7102.31 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. On trouvera ci-joint une brève communication à l'intention des Membres de l'OMC qui explique les circonstances à l'origine de cette demande, ainsi que le texte d'un projet de décision concernant la prorogation de la dérogation demandée. La dérogation demandée a été accordée pour la première fois en 2002. Elle a été prorogée en 2006 jusqu'au 31 décembre 2012. Elle a été prorogée une nouvelle fois en 2012 jusqu'au 31 décembre 2018. Les Membres requérants demandent une prorogation supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024.

1 OBJET DE LA DEMANDE

Le 5 novembre 2002, les participants au processus de Kimberley (Afrique du Sud, Angola, Australie, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Chypre, Côte d'Ivoire, Communauté européenne, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Guinée, Inde, Israël, Japon, Lesotho, Malte, Maurice, Mexique, Namibie, Norvège, Philippines, République de Corée, République démocratique du Congo, République tchèque, Sierra Leone, Suisse, Swaziland, Tanzanie, Thaïlande, Ukraine et Zimbabwe) ont exprimé leur intention de mettre en œuvre un système international de certification pour les diamants bruts, en vue d'aider à briser le lien entre les conflits armés et le commerce des diamants bruts. La Déclaration d'Interlaken, entre autres choses, décrit les mesures que les participants doivent prendre en ce qui concerne le commerce international des diamants bruts entre et parmi les participants au système de certification du processus de Kimberley, ainsi que le commerce entre participants et non-participants à ce système. Depuis 2002, plusieurs autres pays, dont des Membres de l'OMC, participent au processus de Kimberley. Les Membres de l'OMC et les autres pays qui participent au système de certification du processus de Kimberley sont les suivants: Afrique du Sud; Angola; Arménie; Australie; Bangladesh; Bélarus; Botswana; Brésil; Cambodge; Cameroun; Canada; Chine; Côte d'Ivoire; Émirats arabes unis; Eswatini; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Ghana; Guinée; Guyana; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Israël; Japon; Kazakhstan; Lesotho; Liban; Libéria; Malaisie; Mali; Maurice; Mexique; Namibie; Norvège; Nouvelle-Zélande; Panama; République bolivarienne du Venezuela; République centrafricaine; République de Corée; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Sierra Leone;

Singapour; Sri Lanka; Suisse; Taipei chinois; Tanzanie; Thaïlande; Togo; Turquie; Ukraine; Union européenne; Viet Nam; et Zimbabwe.

Le système de certification du processus de Kimberley vise à empêcher l'afflux de diamants de la guerre dans le commerce légitime de diamants. Le commerce légitime de diamants joue un rôle important dans le processus de croissance économique et de développement global d'un grand nombre de pays, dont de nombreux pays en développement. Considérant que le régime de commerce décrit dans le système de certification du processus de Kimberley vise à réduire le trafic des diamants de la guerre tout en appuyant le commerce légitime de diamants dans le système commercial mondial, les Membres requérants présentent cette demande de prorogation de la dérogation afin de leur permettre de prendre les mesures nécessaires pour réglementer l'importation et l'exportation de diamants bruts, comme indiqué dans le système de certification. Une dérogation aux dispositions de l'article I:1, de l'article XI:1 et de l'article XIII:1 du GATT de 1994 confèrera la sécurité juridique à la relation entre ces mesures et le GATT de 1994.

2 CIRCONSTANCES ET SITUATION JUSTIFIANT LA DÉROGATION

Les participants au système de certification du processus de Kimberley reconnaissent que la grande majorité des diamants bruts entrant dans le commerce mondial provient de sources légitimes et que, de plus, ces diamants représentent une ressource précieuse pour le développement économique et social. Néanmoins, les préoccupations internationales concernant le lien entre le trafic illicite de diamants bruts et les conflits armés dans certaines régions d'Afrique ont incité la communauté internationale à prendre des mesures pour mettre fin au trafic des diamants de la guerre. Le trafic des diamants de la guerre a des rapports directs avec le financement des conflits armés, les activités des mouvements rebelles cherchant à ébranler ou à renverser des gouvernements légitimes, et le trafic illicite et la prolifération des armes, en particulier des armes petites et légères.

L'Organisation des Nations Unies a reconnu le caractère humanitaire exceptionnel de cette question, les effets dévastateurs des conflits alimentés par le trafic des diamants de la guerre sur la paix et la sécurité des populations des pays touchés, ainsi que les violations graves et systématiques des droits de l'homme qui sont commises lors de tels conflits. À partir de 1998, le Conseil de sécurité a adopté une série de résolutions visant à limiter le trafic des diamants de la guerre. Par la suite, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté deux résolutions (décembre 2000; mars 2002) demandant à la communauté internationale, reconnaissant l'urgence de la situation d'un point de vue humanitaire et sur le plan de la sécurité, d'élaborer, finaliser et mettre en œuvre aussitôt que possible des propositions concernant un système international de certification pour le commerce des diamants bruts.

En mai 2000, l'Afrique du Sud a rassemblé à Kimberley les gouvernements de pays producteurs, exportateurs et importateurs de diamants, ainsi que des représentants de l'industrie du diamant et d'organisations non gouvernementales, afin de débattre de mesures concrètes additionnelles pour lutter contre le trafic des diamants de la guerre. Cette réunion a conduit à l'établissement du processus de Kimberley qui a permis d'élaborer un ensemble de propositions détaillées en vue d'un système international de certification qui vise à renforcer le contrôle du commerce légitime des diamants bruts, de façon à exclure les diamants de la guerre du commerce légitime des diamants. Seize participants ont présidé ce processus à tour de rôle pendant un an depuis son lancement.

À la suite d'un processus de négociation complet, le 5 novembre 2002, les participants au processus de Kimberley ont adopté la Déclaration d'Interlaken, qui définit le système de certification du processus de Kimberley pour la certification des diamants bruts. Comme il est noté dans son Préambule, le système de certification reflète la détermination des participants de contribuer à la mise en œuvre des mesures prévues par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et répond à l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies invitant la communauté internationale à mettre au point rapidement et minutieusement des mesures efficaces et pragmatiques propres à remédier au problème des diamants de la guerre. Les participants au système de certification ont l'intention de mettre en œuvre ou ont mis en œuvre des mesures internes qui, entre autres choses, mettront fin à leurs échanges de diamants bruts avec des non-participants.

Les dévastations financées par le trafic des diamants de la guerre sont concentrées dans un petit nombre de pays. Toutefois, compte tenu du caractère mondial du commerce des diamants bruts,

la lutte contre ce problème exceptionnel exige un engagement constant de la part de tous les membres de la communauté internationale, en coopération avec d'autres parties intéressées importantes, telles que l'industrie internationale du diamant, la société civile et les organisations multilatérales. Les participants au processus de Kimberley considèrent que les mesures décrites dans le système de certification du processus de Kimberley sont nécessaires pour rompre le lien entre conflits armés et commerce des diamants bruts. Il est important pour le succès du système de certification que les Membres de l'OMC reconnaissent les circonstances exceptionnelles du trafic de diamants de la guerre et confèrent à ce système la sécurité juridique nécessaire à sa mise en œuvre effective en accordant la dérogation demandée au titre de l'article IX:3 afin d'appuyer les objectifs humanitaires et les objectifs de sécurité du processus de Kimberley.

Le processus de Kimberley favorise le développement commercial et économique de tous les pays qui font le commerce des diamants d'une manière compatible avec les objectifs de l'OMC. Ce processus représente un effort positif visant à faire en sorte que le commerce des diamants continue de contribuer dans une mesure importante au développement économique des pays en développement. Les participants au système de certification ne pensent pas qu'il crée un obstacle à la réduction ou à l'élimination des droits de douane ou autres restrictions au commerce sur la base du traitement de la nation la plus favorisée.

L'efficacité du système de certification dépend de l'adhésion de tous les principaux acteurs du commerce international des diamants bruts, et la participation de tous au système de certification continue d'être encouragée et facilitée, ce qui réduit au minimum le risque de perturbation du commerce légitime des diamants.

Les participants au système de certification du processus de Kimberley ont mis en œuvre le système de certification à compter du 1^{er} janvier 2003. Sur les 54 participants au système de certification du processus de Kimberley, 51 sont Membres de l'OMC.

3 DESCRIPTION DES MESURES POUR LESQUELLES UNE DÉROGATION EST DEMANDÉE

La prorogation demandée s'appliquerait aux mesures internes qui sont nécessaires pour donner effet aux restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation décrites dans le système de certification du processus de Kimberley, à l'alinéa c) de la section III – "Engagements en ce qui concerne le commerce international des diamants bruts" –, que les Membres qui participent au système de certification du processus de Kimberley ont l'intention de prendre. L'alinéa c) de la section III est ainsi libellé:

Chaque participant devrait:

c) s'assurer qu'aucun chargement de diamants bruts n'est exporté vers aucun pays non participant ni importé d'un pays non participant; [...]

Aux fins du système de certification du processus de Kimberley, on entend par "diamants bruts" "des diamants non travaillés ou simplement sciés, clivés ou débrutés, qui relèvent des positions 7102.10, 7102.21 et 7102.31 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises".

4 CONCLUSION

Les Membres requérants demandent, sur la base de l'article IX:3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, une dérogation à leurs obligations au titre de l'article I:1, de l'article XI:1 et de l'article XIII:1 du GATT de 1994 en ce qui concerne les mesures internes nécessaires pour donner effet aux restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation des diamants bruts décrites dans le système de certification du processus de Kimberley pour la période allant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2024.

Les Membres requérants demandent que le Conseil du commerce des marchandises examine dans les meilleurs délais et favorablement leur demande de prorogation de la dérogation. Entre-temps, les Membres qui présentent cette demande de dérogation sont disposés à accorder toute l'attention voulue aux représentations qui leur seront faites par d'autres Membres de l'OMC et à engager des consultations avec ces derniers selon qu'il sera nécessaire.

**PROROGATION DE LA DÉROGATION CONCERNANT LE SYSTÈME
DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY
POUR LES DIAMANTS BRUTS**

PROJET DE DÉCISION PORTANT OCTROI D'UNE DÉROGATION DU ... 2018¹

Le Conseil général,

Exerçant les fonctions de la Conférence ministérielle dans l'intervalle entre les réunions, conformément au paragraphe 2 de l'article IV de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"),

Eu égard aux paragraphes 1, 3 et 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation adoptées le 1^{er} novembre 1956 (IBDD, S5/25) et au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "Mémoire d'accord"),

Rappelant que par une Décision du 15 mai 2003 le Conseil général a accordé à certains Membres² une dérogation aux obligations découlant des paragraphes 1 de l'article I^{er}, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 pour la période allant du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2006³,

Rappelant que par une Décision du 15 décembre 2006 le Conseil général a accordé à certains Membres⁴ une dérogation aux obligations découlant des paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 pour la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2012⁵,

Rappelant que par une Décision du 14 décembre 2012 le Conseil général a accordé à certains Membres⁶ une dérogation aux obligations découlant des paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 pour la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2018 (la "dérogation existante")⁷,

Prenant note de la demande présentée par les Membres énumérés dans l'annexe à l'effet d'obtenir une prorogation de la dérogation existante en ce qui concerne leurs mesures internes visant à réglementer le commerce international des diamants bruts conformément au système de certification du processus de Kimberley,

Notant que la présente décision ne préjuge pas de la compatibilité des mesures internes prises conformément au système de certification du processus de Kimberley avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC, y compris les exceptions pertinentes aux règles de l'OMC, et que la dérogation existante a été accordée et est prorogée pour des raisons de sécurité juridique,

Reconnaissant que le trafic des diamants de la guerre demeure une grave question internationale, qui a eu des rapports directs avec le financement des conflits armés, les activités des mouvements rebelles cherchant à ébranler ou à renverser des gouvernements légitimes et le trafic illicite et la prolifération des armes, en particulier des armes petites et légères,

¹ Adoptée conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général en novembre 1995 (WT/L/93).

² Australie, Brésil, Canada, Corée, Émirats arabes unis, États-Unis, Israël, Japon, Philippines, Sierra Leone, Thaïlande.

³ WT/L/518.

⁴ Australie, Botswana, Brésil, Canada, Corée, Croatie, Émirats arabes unis, États-Unis, Inde, Israël, Japon, Maurice, Mexique, Norvège, Philippines, Sierra Leone, Taipei chinois, Thaïlande, Venezuela.

⁵ WT/L/676.

⁶ Australie, Botswana, Brésil, Canada, Corée, Croatie, États-Unis, Fédération de Russie, Inde, Israël, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, République bolivarienne du Venezuela, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande, Turquie et Union européenne.

⁷ WT/L/876.

Reconnaissant le caractère humanitaire exceptionnel de cette question ainsi que les effets dévastateurs des conflits alimentés par le trafic des diamants de la guerre sur la paix et la sécurité des populations des pays touchés, ainsi que les violations graves et systématiques des droits de l'homme qui sont commises lors de tels conflits,

Notant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU adoptées au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies et la contribution des participants au système de certification du processus de Kimberley à la mise en œuvre des mesures prévues par ces résolutions,

Notant en outre le fait que le système de certification du processus de Kimberley a répondu à l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies pour que l'on mette au point rapidement et minutieusement des mesures efficaces et pragmatiques propres à remédier au problème des diamants de la guerre,

Reconnaissant l'importance et l'efficacité du système de certification du processus de Kimberley pour mettre un terme au trafic des diamants de la guerre,

Notant la Résolution S/RES/1459 (2003) du Conseil de sécurité de l'ONU, qui vient à l'appui du système de certification du processus de Kimberley,

Notant que la dérogation existante arrive à expiration le 31 décembre 2018,

Reconnaissant les intérêts de nombreux Membres de l'OMC dans le commerce légitime des diamants bruts,

Notant l'assurance donnée par les Membres énumérés dans l'annexe de leur intention d'engager, dans les moindres délais, avec tout Membre intéressé qui en fait la demande des consultations au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait se poser du fait de la mise en œuvre au niveau national du système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts,

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, il continue d'exister des circonstances exceptionnelles qui justifient la prorogation de la dérogation existante,

Décide ce qui suit:

1. En ce qui concerne les mesures prises par un Membre dont le nom figure dans l'annexe, qui sont nécessaires pour interdire l'exportation de diamants bruts à destination de pays qui ne participent pas au système de certification du processus de Kimberley, conformément au système de certification du processus de Kimberley, il est dérogé aux paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2024.
2. En ce qui concerne les mesures prises par un Membre dont le nom figure dans l'annexe, qui sont nécessaires pour interdire l'importation de diamants bruts en provenance de pays qui ne participent pas au système de certification du processus de Kimberley, conformément au système de certification du processus de Kimberley, il est dérogé aux paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2024.
3. La présente dérogation s'applique également aux mesures mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley et prises par tout Membre dont le nom ne figure pas dans l'annexe de la présente décision, qui souhaite être couvert par la présente dérogation et qui le notifie au Conseil du commerce des marchandises ou qui l'a déjà fait conformément à la dérogation en vigueur.
4. Les Membres qui bénéficient de la présente dérogation devraient notifier au Conseil du commerce des marchandises leurs mesures mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley dans la mesure où ils ne l'ont pas déjà fait conformément à la dérogation existante.

5. Les Membres qui bénéficient de la présente dérogation ont l'intention d'engager, dans les moindres délais, avec tout Membre intéressé qui en fait la demande des consultations au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait se poser du fait de la mise en œuvre des mesures réglementant l'exportation ou l'importation de diamants bruts visées par la présente dérogation; lorsqu'un Membre considérera qu'un avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait de cette mise en œuvre, ces consultations porteront sur les mesures qu'il serait possible de prendre en vue de régler la question de manière satisfaisante.
6. Tout Membre qui considérera que les mesures réglementant l'importation ou l'exportation de diamants bruts visées par la présente dérogation sont appliquées d'une manière incompatible avec la présente dérogation ou que tout avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait des mesures visant à mettre en œuvre le système de certification du processus de Kimberley visé par la présente dérogation et qui considérera que les consultations se sont révélées insatisfaisantes, pourra porter la question devant le Conseil général, qui l'examinera dans les moindres délais et formulera toutes recommandations qu'il jugera appropriées.
7. La présente dérogation ne portera pas atteinte au droit des Membres affectés de recourir aux articles XXII et XXIII du GATT de 1994.

ANNEXE

Afrique du Sud, Australie, Cambodge, Canada, États-Unis, Fédération de Russie, Guyana, Japon, Malaisie, Maurice, Norvège, Suisse, Turquie, Ukraine et Union européenne.
